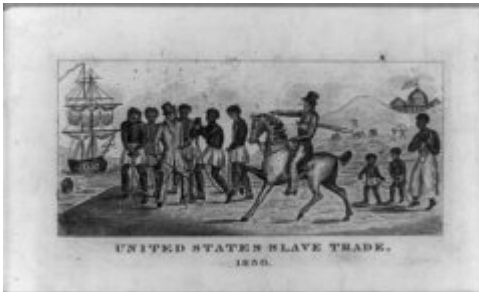




www.cadtm.org/Hemisphere-occidentale-une-histoire-des-Etats-Unis-ecrite-par-la-guerre



Hémisphère occidental : une histoire des États-Unis écrite par la guerre

par Eric Toussaint

3 mars 2026

L'histoire officielle des États-Unis est souvent présentée comme le récit exemplaire d'une nation forgée par la lutte pour la liberté et l'élargissement progressif des droits démocratiques. Cependant, un regard critique révèle une autre continuité moins célébrée : la guerre comme instrument constitutif du pouvoir américain. Des campagnes coloniales contre les nations amérindiennes à l'esclavage et à la ségrégation raciale, en passant par les interventions militaires et les coups d'État en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'expansion territoriale, économique et politique des États-Unis a été profondément liée à la violence organisée. Cet article propose de retracer cette trajectoire historique pour montrer qu'il ne s'agit pas d'épisodes isolés ni de déviations accidentelles, mais d'une logique structurelle qui a accompagné la formation et le rayonnement des États-Unis depuis les origines jusqu'à nos jours.

L'écrasement des peuples amérindiens

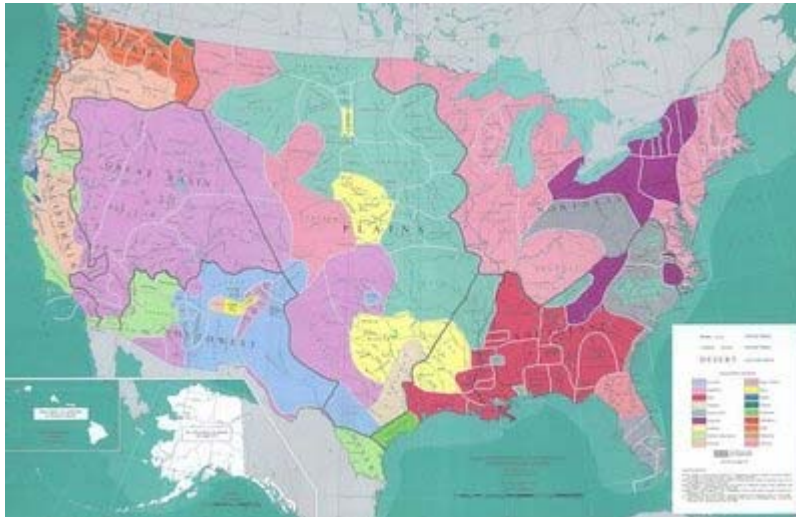
L'histoire dominante des États-Unis est présentée comme celle d'une nation née d'une lutte pour la liberté, qui a progressivement élargi les droits démocratiques. Cette interprétation est profondément trompeuse. **L'histoire des États-Unis est avant tout celle d'une conquête armée par les puissances européennes et leurs colons**, qui a commencé bien avant 1776 au détriment des peuples amérindiens.

« À partir du XVII^e siècle, sur le territoire qui allait devenir les États-Unis, les colons européens ont mené une longue guerre coloniale contre les nations amérindiennes »

À partir du XVII^e siècle, sur le territoire qui allait devenir les États-Unis, les colons européens ont mené une **longue guerre coloniale contre les nations amérindiennes**. Cette guerre n'était ni marginale ni défensive : son objectif était l'appropriation des terres, la destruction des sociétés

indigènes et l'imposition d'un ordre colonial fondé sur la hiérarchisation raciale. Les massacres de civils, la destruction de villages, les déplacements forcés, l'esclavage et les traités imposés par la force constituent les instruments habituels de cette conquête.

L'indépendance de 1776 n'a pas rompu avec cette logique, mais l'a transformée. La violence coloniale est devenue une politique d'État, menée au nom de la République. Les guerres contre les populations amérindiennes du XIX^e siècle dans le cadre de l'Indian Removal [1], la politique des réserves et l'extermination de peuples entiers ont prolongé et amplifié les pratiques coloniales antérieures.



Carte reconstituée des zones géographiques où furent parlées les diverses langues des Amérindiens aux États-Unis. Par William C. Sturtevant, Smithsonian Institute, 1967 — 1967 USGS map., Domaine public, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=5824202>

Une fois la conquête intérieure largement achevée, cette logique s'étend au-delà des frontières au cours du XIX^e siècle. **L'hémisphère occidental**, qui s'étend du Groenland et du Canada, au Nord, au Chili et à l'Argentine, au Sud, **devient le nouvel espace d'expansion, d'ingérence et de domination**. Guerres, occupations, coups d'État, sanctions économiques et interventions militaires directes ou indirectes marquent l'histoire des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Cette expansion trouve son origine dans la tendance du capitalisme à se développer afin d'élargir ses marchés et d'étendre son contrôle sur les populations qu'il peut exploiter et sur les ressources qu'il veut extraire. Depuis la fin du 19^e siècle, avec l'émergence de grandes entreprises capitalistes monopolistiques aux visées de plus en plus internationales et mondiales, cette tendance se manifeste par des interventions fréquentes contre des pays formellement indépendants, ainsi que par une nouvelle période de colonisation (comme le partage du continent africain entre les puissances européennes à la conférence de Berlin en 1885).

Il va sans dire que le système capitaliste, depuis ses origines jusqu'à sa consolidation, outre le déplacement des communautés amérindiennes, l'esclavage des peuples africains et les interventions impérialistes, comprend également l'exploitation de la classe ouvrière aux États-Unis. Nous le signalons, car il s'agit d'une dimension du processus que nous n'examinerons pas dans cet article.



Chronologie des agressions étasuniennes en Amérique du Nord, Amérique centrale et Caraïbes

Image conçue par CADTM avec aide de l'IA

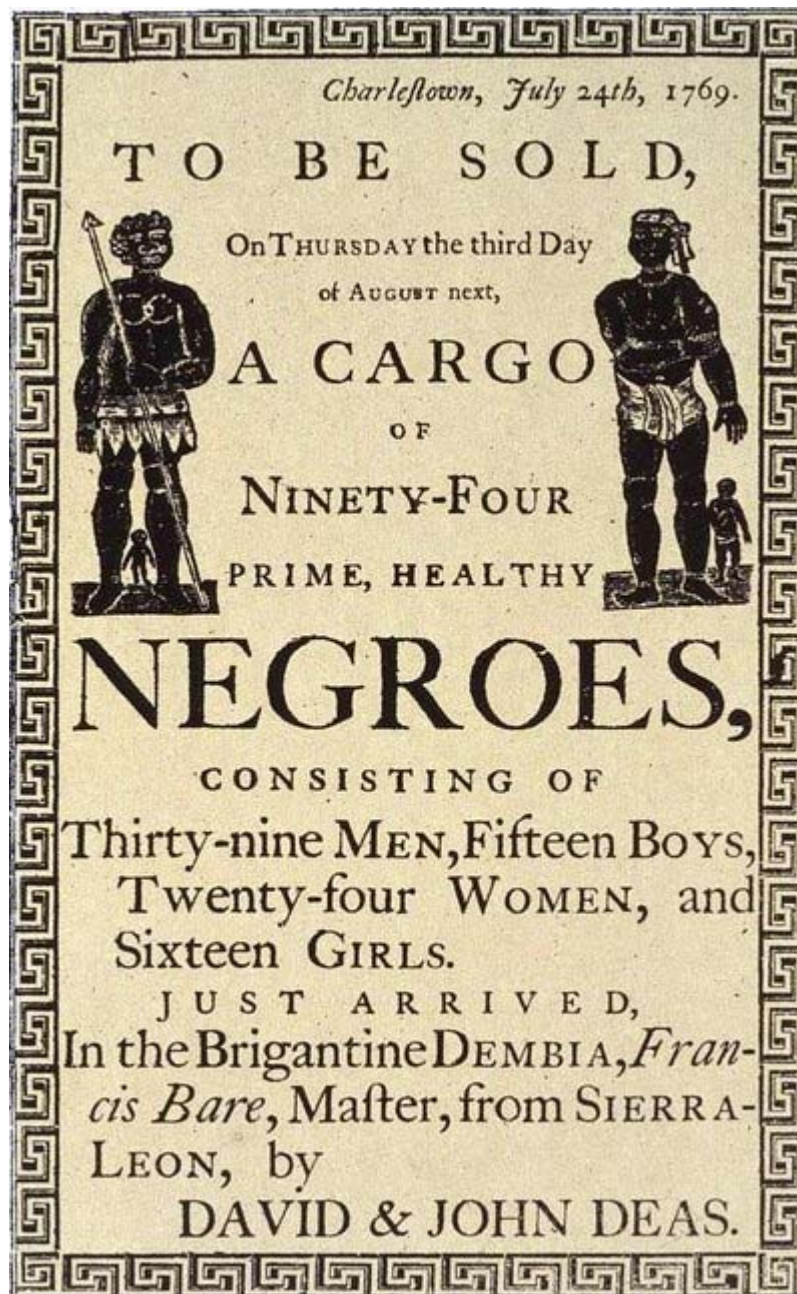
L'esclavage des populations d'ascendance africaine et les politiques de ségrégation raciale

«Une fois la conquête intérieure largement achevée, cette logique s'étend au-delà des frontières tout au long du XIX^e siècle. L'hémisphère occidental devient le nouvel espace d'expansion, d'ingérence et de domination»

Pour compléter le panorama de la violence structurelle qui a marqué l'histoire des États-Unis, il est indispensable d'inclure l'esclavage des Africain·es et de leurs descendant·es, instauré dès l'époque coloniale et institutionnalisé après l'indépendance.

À partir du XVII^e siècle, et surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles, des millions d'Africain·es ont été déporté·es de force vers l'Amérique du Nord dans le cadre de la traite transatlantique.

Réduit·es en esclavage, iels étaient considéré·es comme des biens mobiliers, privés de liberté, de droits civils et de toute reconnaissance juridique en tant que personnes. Leur travail forcé a constitué l'un des fondements économiques des colonies, puis des jeunes États-Unis, en particulier dans les plantations de tabac, de coton, de riz et de canne à sucre du sud. Les conditions d'exploitation étaient extrêmement dures : journées de travail épuisantes, violences physiques, séparations familiales, absence totale de protection juridique contre les abus. L'esclavage reposait sur un système racial hiérarchique qui associait la couleur de la peau au statut social, justifiant l'oppression par des théories pseudo-scientifiques et religieuses.



Reproduction d'un prospectus annonçant une vente aux enchères d'esclaves, à Charleston, en Caroline du Sud, en 1769. CC. Wikimedia Commons. <https://picryl.com/media/slave-auction-ad-a85ad0>

Traduction de l'image ci-dessus

Charlestown, 24 juillet 1769.

À VENDRE,
Le jeudi troisième jour d'août prochain,

UNE CARGAISON
de
QUATRE-VINGT-QUATORZE
Noirs jeunes et en bonne santé,

Comprenant
trente-neuf hommes, quinze garçons,
vingt-quatre femmes et

seize filles.

Venant d'arriver,
à bord du brick Dembia, Francis Bare, capitaine,
en provenance de Sierra Leone,
par
DAVID & JOHN DEAS.

Bien sûr, il existait un mouvement antiesclavagiste important, composé de différentes tendances, des plus modérées et institutionnelles aux plus radicales et insurrectionnelles, représentées par des figures telles que John Brown. Appuyant la résistance des esclaves, les antiesclavagistes n'ont cessé de poser le problème de l'esclavage comme un thème central et incontournable de la politique aux États-Unis.

La guerre de Sécession (1861-1865) a principalement opposé les États esclavagistes du Sud aux États du Nord. Elle a conduit à l'adoption du XIII^e amendement à la Constitution en 1865, qui a officiellement aboli l'esclavage. Cependant, cette abolition n'a pas mis fin à la discrimination et à la violence. Au cours de la période connue sous le nom de Reconstruction (1865-1877), des progrès juridiques ont été réalisés, notamment avec les XIV^e et XV^e amendements, qui garantissaient la citoyenneté et le droit de vote aux hommes noirs. De même, pendant l'occupation de l'ancien Sud esclavagiste par les troupes fédérales, des mesures ont été prises pour protéger les affranchis contre les abus des usuriers et des anciens maîtres, leur droit de vote a été protégé, des fonctionnaires noirs ont été élus et des universités ont été créées pour accueillir la population noire, anciennement esclave. L'ouvrage classique du sociologue afro-américain W. E. B. Dubois, *Black Reconstruction in America*, retrace l'histoire de cette période. Mais ces acquis ont été rapidement affaiblis quand la classe capitaliste du Nord a abandonné ces politiques radicales et s'est accommodée de la montée en puissance des groupes suprémacistes blancs dans le Sud, ce qui a conduit à la consolidation du pouvoir des anciennes classes possédantes blanches du Sud et à la promulgation, à la fin du XIX^e siècle, des lois dites « Jim Crow ».

«À la fin du XIX^e siècle, les lois dites « Jim Crow » ont instauré une stricte ségrégation raciale dans les écoles, les transports, les lieux publics et l'accès au logement»

Ces lois ségrégationnistes ont instauré une stricte ségrégation raciale dans les écoles, les transports, les lieux publics et l'accès au logement. Elles ont été validées en 1896 par l'arrêt « séparés mais égaux » de la Cour suprême. En réalité, les services et les infrastructures destinés aux Afro-Américains étaient systématiquement de qualité inférieure. À cela s'ajoutait l'exclusion politique par le biais de tests d'alphabétisation et de taxes électorales, ainsi qu'un climat de terreur marqué par les lynchages et les violences raciales.



« Vente d'esclaves », The Savannah Republican, 8 février 1859. Wikimedia Commons. CC. <https://picryl.com/media/1859-great-slave-auction-ad-f19a80>

Traduction de l'image ci-dessus :

À VENDRE.

Noirs pour le coton à fibres longues et le riz.

Un groupe de 460 Noirs, habitués à la culture du riz et des provisions ; parmi eux se trouvent un certain nombre de bons mécaniciens et de domestiques. Ils seront vendus les 2 et 31 mars prochains, à Savannah, par JOSEPH BRYAN.

Conditions de vente. Un tiers comptant ; le reste par obligation portant intérêt à compter du jour de la vente, payable en quatre versements annuels égaux, garantis par hypothèque sur les personnes réduites en esclavage et par une caution personnelle approuvée, ou par une acceptation payable à Savannah ou à Charleston. Les acheteurs paieront les frais d'actes.

Ce système de ségrégation légale a perduré jusqu'aux années 1950-1960. Le mouvement des droits civiques, porté par de nombreuses personnalités et organisations, a conduit à des réformes importantes : l'arrêt de 1954 déclarant inconstitutionnelle la ségrégation scolaire, suivi du *Civil Rights Act* de 1964 et du *Voting Rights Act* de 1965, qui interdisaient la discrimination raciale et protégeaient le droit de vote. Malgré ces avancées juridiques, les inégalités héritées de l'esclavage et de la ségrégation ont continué à avoir des effets durables sur les plans économique, social et territorial.

Ainsi, l'histoire des États-Unis est marquée non seulement par la spoliation et la violence à l'encontre des peuples amérindiens, mais aussi par l'esclavage et la ségrégation des Afro-Américains, deux systèmes d'oppression distincts mais profondément structurants dans la formation du pays.

La doctrine Monroe

« La doctrine Monroe a servi à dissimuler une politique de conquête de plus en plus agressive de la part des États-Unis au détriment des nouveaux États latino-américains indépendants »

À partir de 1823, le gouvernement américain adopta la doctrine Monroe. Tirant son nom d'un

président républicain des États-Unis, James Monroe, elle condamnait toute intervention européenne dans les affaires « des Amériques ». En réalité, la doctrine Monroe a servi à dissimuler une politique de conquête de plus en plus agressive de la part des États-Unis au détriment des nouveaux États latino-américains indépendants, à commencer par l'annexion d'une grande partie du Mexique dans les années 1840 (Texas, Nouveau-Mexique, Arizona, Californie, Colorado, Nevada, Utah). Les troupes américaines ont même occupé la capitale, Mexico, en septembre 1847. La même année, elles ont également occupé le port stratégique de Veracruz.



Sitting Bull (v. 1831-1890) était un grand chef spirituel et politique Sioux Lakota (Hunkpapa), célèbre pour avoir uni les tribus amérindiennes contre l'invasion de leurs terres par les États-Unis. Figure emblématique de la résistance, il a remporté la célèbre bataille de Little Bighorn en 1876.

Sitting Bull portrait. Photograph by D. F. Barry, 1885. <http://www.loc.gov/rr/print/list/picamer/paWestern.html>. Wikimedia Commons. CC. https://es.wikipedia.org/wiki/Archivo:Sitting_Bull.jpg

Après la conquête d'une grande partie du Mexique, la population mexicaine et ses

descendant-es dans les territoires conquis se sont joints aux populations des États-Unis qui souffraient de différentes formes de déplacement, d'exclusion et de déni de droits dans le système social et politique américain.

En 1898, les États-Unis déclarèrent la guerre à l'Espagne et s'emparèrent, de diverses manières, de quatre de ses colonies : Cuba, Porto Rico, les Philippines et Guam.

Il est intéressant de noter qu'en 1902, en contradiction avec la doctrine Monroe, Washington n'a pas défendu le Venezuela lorsque ce pays a subi une agression armée de la part de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et des Pays-Bas dans le but de le contraindre à payer sa dette. Par la suite, les États-Unis sont intervenus diplomatiquement pour que Caracas reprenne le paiement de la dette. Cette attitude de Washington a donné lieu à une grande controverse avec différents gouvernements latino-américains et, en particulier, avec le ministre argentin des Affaires étrangères, Luis M. Drago, qui a déclaré :

« Le principe que je voudrais voir reconnu est que la dette publique ne peut donner lieu à une intervention armée et encore moins à l'occupation physique du territoire des nations américaines par une puissance européenne ».

C'est ce qui sera plus tard connu sous le nom de doctrine Drago. Les débats entre les gouvernements ont donné lieu à une conférence internationale à La Haye qui a abouti, entre autres, à l'adoption de la Convention Drago-Porter (du nom de H. Porter, militaire et diplomate américain) en 1907. Cette convention stipulait que l'arbitrage devait être le premier moyen de résoudre les conflits : tout État partie à la convention devait accepter de se soumettre à une procédure d'arbitrage et d'y participer de bonne foi, faute de quoi l'État qui réclamait le remboursement de sa dette retrouvait le droit d'utiliser la force armée pour atteindre ses objectifs. Par la suite, cette convention a été violée à de nombreuses reprises par Washington.

En **1903**, le président Theodore Roosevelt a soutenu et encouragé la séparation et l'indépendance du **Panama**. Son objectif était de pouvoir construire et mettre en service le canal de Panama sous le contrôle de Washington.

En 1904, le même président a annoncé que les États-Unis se considéraient comme le gendarme de l'Amérique. Il a énoncé ce qui est connu sous le nom de corollaire Roosevelt à la doctrine Monroe :

« L'injustice chronique ou l'impuissance résultant d'un relâchement général des normes de la société civilisée peuvent, en dernier ressort, en Amérique ou ailleurs, exiger l'intervention d'une nation civilisée et, dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine Monroe peut obliger les États-Unis, même à contrecœur, dans les cas flagrants d'injustice et d'impuissance, à exercer un pouvoir de police international » [2].

« En 1915, les États-Unis envahissent Haïti sous prétexte de recouvrer des dettes et occupent le pays jusqu'en 1934 »

En **1915**, les États-Unis envahissent **Haïti** sous prétexte de recouvrer des dettes et occupent le pays jusqu'en 1934. L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano écrit :

« Les États-Unis ont occupé Haïti pendant vingt ans et, dans ce pays noir qui avait été le théâtre de la première révolte victorieuse d'esclaves, ils ont introduit la ségrégation raciale et le régime du travail forcé, tuant mille cinq cents travailleurs lors d'une de leurs opérations de répression (selon une enquête du Sénat américain, en 1922) et, lorsque le gouvernement local a refusé de transformer la Banque nationale en une succursale de la National City Bank de New York, ils

ont suspendu le paiement des indemnités qui étaient habituellement versées au président et à ses ministres pour les obliger à réfléchir. » [3].

D'autres interventions militaires américaines ont eu lieu à la même époque : l'envoi, en **1909 et entre 1912 et 1933**, de troupes d'occupation au **Nicaragua** ; l'occupation du port de Veracruz au **Mexique en 1914** pendant la révolution ; **l'occupation de la République dominicaine de 1916 à 1924** ; l'expédition dans le **nord du Mexique** contre la révolution et, en particulier, contre les troupes de Pancho Villa. Cette liste n'est pas exhaustive.

Il convient de rappeler que, dans plusieurs cas, les interventions des États-Unis ont été le prélude à l'installation de dictatures durables et sanglantes après le retrait de leurs troupes. Ce fut le cas en République dominicaine et au Nicaragua : les dictatures de Somoza et Trujillo étaient dirigées par des personnalités qui avaient gravi les échelons en tant qu'officiers des corps militaires créés et formés par l'occupation américaine.

Les États-Unis et la question de la dette

Ce bref résumé de l'intervention et de la politique des États-Unis en Amérique au XIX^e et au début du XX^e siècle permet de comprendre les véritables motivations de Washington pour rejeter en 1898 les dettes réclamées à Cuba en 1898 (lire : [La répudiation par les États-Unis de la dette réclamée à Cuba par l'Espagne en 1898 : Quid de la Grèce, de Chypre, du Portugal, etc. ?](#)) et au Costa Rica dans les années 1920 (lire : [En quoi la répudiation des dettes par le Costa Rica devrait inspirer d'autres pays](#)). Après avoir vaincu l'armée impériale espagnole au large des côtes de Santiago de Cuba en juin 1898, les États-Unis ont refusé de prendre en charge les dettes que les créanciers de cette colonie espagnole réclamaient à Cuba. Washington a déclaré cette dette odieuse nulle, car elle avait servi à maintenir la domination coloniale contre les aspirations indépendantistes des Cubains. Washington a utilisé cet argument de manière parfaitement opportuniste, car les États-Unis voulaient dominer de facto l'île sans avoir à assumer le paiement de la dette. Ils ont fait de même après l'invasion de l'Irak en 2003 (lire : [La dette odieuse de l'Irak](#)). Quant à l'annulation de la dette du Costa Rica auprès d'une grande banque britannique après la Première Guerre mondiale, là encore, les États-Unis ont défendu le Costa Rica de manière parfaitement opportuniste, car il s'agissait d'affaiblir dans l'hémisphère occidental la puissance de la Grande-Bretagne, qui était à l'époque encore la première puissance impérialiste mondiale. Les États-Unis avaient tout intérêt à apparaître comme la nation protectrice du Costa Rica dans le cadre de la doctrine Monroe.

Le témoignage du major général Smedley D. Butler

En 1935, le major général Smedley D. Butler, qui avait participé à de nombreuses expéditions américaines en Amérique, résuma à sa manière, déjà à la retraite, la politique de Washington :

« J'ai passé trente-trois ans et quatre mois dans l'armée, au sein de la force la plus efficace de ce pays : l'infanterie de marine. J'ai gravi tous les échelons de la hiérarchie, du grade de sous-lieutenant à celui de général de division. Et pendant tout ce temps, j'ai passé la majeure partie de mon temps comme tueur à gages de première classe au service des grandes entreprises, de Wall Street et des banquiers. En résumé, j'ai été un tueur à gages au service du capitalisme... Par exemple, en 1914, j'ai contribué à faire du Mexique, et plus précisément de Tampico, une proie facile pour les intérêts pétroliers américains. J'ai contribué à faire d'Haïti et de Cuba des endroits propices à la perception des revenus de la National City Bank... Entre 1909 et 1912, j'ai aidé à purger le Nicaragua pour la banque internationale Brown Brothers. En 1916, j'ai apporté la lumière à la République dominicaine au nom des intérêts sucriers américains. En 1903, j'ai aidé à pacifier le Honduras, au profit des

entreprises fruitières américaines. » [\[4\]](#)

Il faut souligner qu'à l'époque où il a écrit cela, Butler était devenu un fervent détracteur des interventions et des politiques militaristes des États-Unis auxquelles il avait auparavant participé.

Interventions militaires directes des États-Unis dans l'hémisphère occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 2026

«Depuis 1945, les interventions américaines dans l'hémisphère occidental ont oscillé entre opérations clandestines, guerres indirectes et invasions conventionnelles, avec des déploiements allant de quelques centaines d'hommes (Guatemala) à plus de 27 000 soldats (Panama), et avec des conséquences humaines dramatiques pour les pays concernés, en particulier la République dominicaine et le Panama»

Depuis 1945, les États-Unis ont mené une série d'interventions militaires dans l'hémisphère occidental, alternant opérations clandestines, guerres par procuration et invasions conventionnelles. Je n'aborde ici que les interventions armées directes les plus connues.

La première grande opération d'après-guerre a eu lieu au **Guatemala** en **1954**. L'administration Eisenhower a orchestré, par l'intermédiaire de la CIA, le renversement du président Jacobo Árbenz (opération PBSUCCESS). Il ne s'agissait pas d'un débarquement massif de troupes américaines : le coup d'État des généraux contre le président constitutionnel a bénéficié de l'intervention de plusieurs centaines de combattants entraînés et armés par la CIA, soutenus par une guerre psychologique et un appui logistique. L'objectif était d'empêcher la poursuite de la réforme agraire et la nationalisation des entreprises américaines du secteur agro-industriel.

En **1961**, l'attention se porte sur **Cuba**. L'opération de la Baie des Cochons, destinée à renverser le gouvernement révolutionnaire, mobilise quelque 1 400 exilés cubains (Brigade 2506), entraînés et équipés par Washington. Aucune division régulière américaine ne combat officiellement sur le terrain, mais l'opération est entièrement planifiée et soutenue par les États-Unis. L'échec est rapide et coûteux sur le plan politique. Le peuple cubain se mobilise pour défendre le processus révolutionnaire en cours.

Le saut qualitatif se produit en **1965** en **République dominicaine**. Juan Bosch, intellectuel progressiste, est le premier président démocratiquement élu après la chute du dictateur Trujillo. Sept mois après son investiture, il est renversé par un coup d'État militaire soutenu par l'élite conservatrice, qui l'accuse d'être « trop à gauche » ou procommuniste. Face à la résistance contre le coup d'État, Washington lance l'opération Power Pack. Quelque 22 000 soldats américains sont déployés (plus de 40 000 passeront par l'île pendant l'opération). Les pertes américaines s'élèvent à plusieurs dizaines. Du côté dominicain, les estimations généralement acceptées font état de 2 000 à 4 000 morts, civils et combattants confondus.



Source : National Archives and Records Administration, public domain, <https://timelessmoon.getarchive.net/media/honduran-soldiers-first-troops-of-inter-american-peace-force-arrive-to-assume-c4c1d3>

Dans les années 1980, une stratégie plus indirecte est mise en œuvre **au Nicaragua**. L'administration Reagan ne procède pas à une invasion classique, mais soutient, finance et forme les « Contras » contre le gouvernement sandiniste. Il s'agit d'une guerre par procuration : sans déploiement massif de troupes américaines, mais avec des conseillers, une supervision clandestine et un important soutien logistique structuré. Sans oublier la pose de mines sous-marines dans les principaux ports du Nicaragua (Corinto, Puerto Sandino et El Bluff) entre fin 1983 et début 1984. La CIA a directement supervisé l'opération. À la suite d'une plainte déposée par le Nicaragua, [la Cour internationale de justice \(CIJ\) a rendu un célèbre arrêt condamnant sévèrement les États-Unis pour usage illicite de la force](#). La Cour a estimé que le minage des ports et les attaques contre les installations pétrolières constituaient une violation de l'obligation de ne pas recourir à la force contre un autre État. Face à l'avancement de la procédure, les États-Unis ont retiré leur reconnaissance de la compétence obligatoire de la CIJ. Washington a ensuite utilisé son droit de veto au Conseil de sécurité pour bloquer l'exécution de l'arrêt (qui exigeait le paiement d'une indemnisation estimée à plusieurs milliards de dollars). Néanmoins, cet arrêt de la CIJ reste aujourd'hui la référence fondamentale en droit international sur l'interdiction du recours à la force et le principe de non-intervention.

Au Salvador, au Guatemala et au Honduras, l'intervention de la CIA et d'experts militaires américains en soutien aux régimes anticomunistes répressifs est systématique pendant cette période.

En **1983**, les États-Unis envahissent **la Grenade** (opération Urgent Fury). Quelque 7 000 soldats américains débarquent pour renverser un gouvernement de gauche très affaibli, après qu'une de ses factions ait destitué et exécuté Maurice Bishop et d'autres dirigeants du New Jewel Movement. Le gouvernement de la Grenade ne disposait que d'une armée d'un millier de combattants. L'opération fut brève et marqua le retour d'une intervention militaire directe et assumée.

En décembre **1989**, l'intervention au **Panama** a constitué l'intervention la plus massive depuis celle en République dominicaine. L'opération Juste Cause (Just Cause) a mobilisé quelque 27 000 militaires américains pour renverser le général Manuel Noriega et, surtout, pour s'assurer le contrôle du canal de Panama. Les pertes américaines se comptent par dizaines. Les pertes panaméennes restent controversées : les estimations varient entre 500 et 3 000 morts, militaires et civils confondus, les combats s'étant concentrés dans les quartiers urbains de la ville de Panama, en particulier El Chorrillo.



Opération « Juste cause » au Panama en 1989, Subject Operation/Series : JUST CAUSE

Base : Arraijan

Country : Panama (PAN)

Scene Camera Operator : PH1 Elliott

Release Status : Released to Public

Combined Military Service Digital Photographic Files. Domaine public. Picryl. <https://picryl.com/media/marines-of-company-d-2nd-light-armored-infantry-battalion-stand-guard-with-e6e7f9>

En **1994**, Washington intervient en **Haïti** (opération Uphold Democracy). Près de 25 000 soldats américains sont déployés.

En ce qui concerne l'agression militaire contre le **Venezuela le 3 janvier 2026**. Environ 150 avions ont participé à l'offensive. Parmi eux se trouvaient des chasseurs furtifs F-35A (déployés depuis l'ancienne base navale Roosevelt Roads à Porto Rico) pour détruire les batteries antiaériennes S-300 et les radars, ainsi qu'une dizaine d'hélicoptères de transport et d'attaque du 160^e SOAR (Régiment d'aviation des opérations spéciales). Le raid a été mené par des unités d'élite de la Delta Force, transportées par hélicoptère directement vers le complexe présidentiel de Miraflores [et le fort Tiuna](#) . On estime que plusieurs centaines de commandos ont participé à l'assaut direct, tandis que des milliers de marines sont restés en alerte sur les navires. Outre le complexe présidentiel, les attaques ont détruit des centres de recherche, des entrepôts de fournitures médicales à La Guaira et des antennes de communication afin de paralyser le commandement vénézuélien. En mer, le groupe d'assaut amphibie de l'USS Iwo Jima (LHD-7) a servi de centre logistique à l'opération. Il était soutenu par une flotte de destroyers et le porte-avions USS Gerald R. Ford. Le président Nicolás Maduro et son épouse Cilia Flores ont été capturés à leur résidence, immédiatement transférés de force à New York via la base militaire de Guantanamo et détenus dans une prison de Brooklyn en attendant un procès qui devrait débuter en 2027. L'intervention des États-Unis a causé la mort de plus de 80 combattants vénézuéliens et cubains qui tentaient de protéger le couple présidentiel.

En savoir plus sur la politique de Trump dans l'hémisphère occidental :

[Ancien narco-président hondurien Hernández gracié, Maduro séquestré : le cynisme de Trump](#)

[Trump et la domination impérialiste décomplexée de l'hémisphère occidental](#)

Dans cette liste, qui n'est pas exhaustive, je n'ai inclus que les agressions dans lesquelles un

- Colombie (1953) : coup d'État de Gustavo Rojas Pinilla
- Brésil (1964) : coup d'État militaire contre João Goulart avec le soutien logistique de l'opération Brother Sam.
- Bolivie (1964) : renversement de Víctor Paz Estenssoro par le général René Barrientos.
- Bolivie (1971) : coup d'État du général Hugo Banzer contre Juan José Torres.
- Chili (1973) : renversement (et mort) de Salvador Allende par le général Augusto Pinochet (soutien de la CIA et pression économique).
- Uruguay (1973) : « coup d'État civilo-militaire ».
- Argentine (1976) : renversement d'Isabel Perón par une junte militaire dirigée par Jorge Rafael Videla.
- Venezuela (2002) : tentative de coup d'État contre Hugo Chávez (soutien diplomatique immédiat des États-Unis, mais échec du coup d'État en moins de deux jours).
- Haïti (2004) : départ forcé du président Jean-Bertrand Aristide (accusations d'enlèvement par les forces américaines lors d'une insurrection).
- Honduras (2009) : renversement de Manuel Zelaya (reconnaissance diplomatique controversée du gouvernement intérimaire).
- Bolivie (2019) : démission forcée d'Evo Morales
- Venezuela (2019) : reconnaissance par Washington de Juan Guaidó comme président et appel de Trump à l'armée vénézuélienne pour renverser le président Maduro

Chronologie des interventions et agressions (Source : Eric Tossaint)

1919-1934 Nicaragua
Occupation du port de Veraguas pendant la Révolution

1954 Guatemala
Opération PRUSSIAN (CIA) contre Jacobo Arbenz

1955 Nicaragua
Guerre des "contras" et renvoi des ports par CIA

1955 Panama
Opération Just Cause (27 000 soldats)
Opération de renforcement par des troupes américaines et colombiennes

1919-1934 Haïti
Invasion et occupation militaire (travail forcé et ségrégation)

1919
Séquestration de la Baie des Cochons (Brigade 2506)

1963 Cuba
Opération Spangley (2 000 soldats)

1963 Grenade
Opération Urgent Fury (7 000 soldats)

1966 RdL Dominica
Opération Power Pack (25 000 à 40 000 soldats)

1964 Haïti
Opération Uphold Democracy (25 000 soldats) contre Noriega

2026 (3 jan.) Venezuela
Aggression aéroport (8-26)
Delta Force et capture de N. Maduro

Coups d'État réalisés à la demande et/ou avec le soutien des États-Unis

- Colombie (1953) : coup d'État de Gustavo Rojas Pinilla
- Bresil (1964) : coup d'État militaire contre João Goulart avec le soutien logistique de l'opération Brother Sam
- Bolivie (1964) : renversement de Victor Paz Estenssoro par le général René Barrientos
- Bolivie (1976) : coup d'État du général Hugo Banzer contre Juan José Torres
- Chili (1973) : renversement (et mort) de Salvador Allende par le général Augusto Pinochet (aide de la CIA et pression économique)

Bolivie (1964) : renversement de Victor Paz Estenssoro par le général René Barrientos

Argentine (1976) : coup d'État militaire dirigé par Jorge Rafael Videla

Argentine (1976) : renversement d'Isabel Perón par une junte militaire dirigée par Jorge Rafael Videla

Venezuela (2002) : tentative de coup d'État contre Hugo Chávez (renfort diplomatique immédiat des États-Unis, mais échec du coup d'État en moins de deux jours)

Haïti (2004) : départ forcé du président Jean-Bertrand Aristide (accusations d'enlèvement par les forces armées après une émeute)

Honduras (2009) : renversement de Manuel Zelaya (recommandation diplomatique controversée du gouvernement international)

Bolivie (2019) : démission forcée d'Evo Morales

Venezuela (2019) : reconnaissance par Washington de Juan Guaidó comme président et appel de Trump à l'armée vénézuélienne à se renverser le président Maduro

Image conçue par CADTM avec aide de l'IA

Chronologie des interventions militaires et agressions (Source : Éric Toussaint)

Période / Date	Pays / Région	Type d'intervention
XVII ^e - XIX ^e s.	États-Unis (actuels)	Guerres indiennes et dépossession des peuples amérindiens.
1823	Amériques	Proclamation de la Doctrine Monroe (hégémonie US).
1846 - 1848	Mexique	Annexion du Texas, Californie, Arizona, Nouveau-Mexique, etc. Occupation de Mexico et Veracruz (1847).
1898	Cuba, Porto Rico	Guerre contre l'Espagne et prise de contrôle des colonies.
1903	Panama	Sécession de la Colombie encouragée par les USA pour prendre le contrôle du Canal.
1909 / 1912-33	Nicaragua	Envoi de troupes d'occupation.
1914	Mexique	Occupation du port de Veracruz pendant la Révolution.
1915 - 1934	Haïti	Invasion et occupation militaire (travail forcé et ségrégation).
1916 - 1924	Rép. Dominicaine	Occupation militaire directe.
1954	Guatemala	Opération PBSUCCESS (CIA) contre Jacobo Árbenz.
1961	Cuba	Débarquement de la Baie des Cochons (Brigade 2506).
1965	Rép. Dominicaine	Opération Power Pack (22 000 à 40 000 soldats).
1980s	Nicaragua	Guerre des « Contras » et minage des ports par la CIA.
1983	Grenade	Opération Urgent Fury (7 000 soldats).
1989	Panama	Opération Just Cause (27 000 soldats) contre Noriega.
1994	Haïti	Opération Uphold Democracy (25 000 soldats).
2026 (3 janv.)	Venezuela	Agression aérienne (F-35), Delta Force et capture de N. Maduro.

Conclusion : une continuité impériale, de la conquête des terres à la domination hémisphérique

« Les méthodes ont évolué, mais les objectifs sont restés les mêmes : contrôler les territoires, les ressources et les décisions politiques des peuples »

L'examen historique des guerres menées sur le territoire des États-Unis et dans l'hémisphère occidental révèle une continuité fondamentale. **La violence n'est pas une anomalie de l'histoire américaine : elle en est la matrice.** De la destruction des nations amérindiennes à l'ingérence permanente en Amérique latine et dans les Caraïbes, la même logique se répète au fil des siècles.

Les peuples autochtones ont été les premières victimes de cette trajectoire : dépossédés de leurs terres, décimés par la guerre, relégués dans des réserves, privés de leur souveraineté. Cette guerre interne, menée au nom du progrès et de la civilisation, a fourni le modèle idéologique et militaire des interventions ultérieures. La fermeture de la « frontière » n'a pas mis fin à l'expansion : elle l'a déplacée.

Au cours des XX^e et XXI^e siècles, les États-Unis ont projeté cette logique dans tout l'hémisphère occidental, sous des prétextes successifs : lutte contre le communisme, défense de la démocratie, guerre contre le terrorisme. Les méthodes ont évolué, mais les objectifs sont restés les mêmes : **contrôler les territoires, les ressources et les décisions politiques des peuples.**

Reconnaître cette continuité n'est pas un exercice idéologique, mais une exigence politique et historique. Cela permet de comprendre que les interventions contemporaines ne sont pas des ruptures, mais le prolongement d'un long processus. **Tant que cette histoire restera cachée ou minimisée, la violence qu'elle engendre pourra continuer à être présentée comme nécessaire ou légitime.**

Cet article invite au contraire à nommer les faits, à redonner la parole aux peuples dominés et à rappeler une évidence trop souvent occultée : **le pouvoir américain s'est construit, et se maintient encore, par la guerre ou d'autres formes de violence.**

Lectures complémentaires recommandées

Ned Blackhawk, *Violence sur la terre*

Étude académique approfondie sur la violence coloniale en Amérique du Nord. Blackhawk montre comment la guerre, bien avant 1776, structure les relations de pouvoir et configure l'espace politique nord-américain. Utile pour étayer l'analyse des conflits du XVIII^e siècle avec un appareil critique solide.

Ned Blackhawk, *Violence over the Land : Indians and Empires in the Early American*

West. Cambridge, MA : Harvard University Press, 2006.

Dee Brown, *Bury My Heart at Wounded Knee*

Un classique de l'histoire critique des guerres indiennes du XIX^e siècle. Bien que plus ancien et parfois narratif, cet ouvrage reste précieux pour documenter les massacres, les déplacements forcés et la destruction des nations des plaines, à partir de témoignages et de sources contemporaines.

Dee Brown, *Bury My Heart at Wounded Knee : An Indian History of the American West*. New York : Holt, Rinehart & Winston, 1970. ISBN : 0-03-085322-2.

W. E. B. Du Bois, *Black Reconstruction in America : An Essay Toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860-1880*

Dans *Black Reconstruction in America* (1935) W.E. B. Dubois réévalue la période de la Reconstruction (1865-1880) après la guerre de Sécession aux États-Unis en montrant que les Afro-Américains n'ont pas été des acteurs passifs, mais des artisans essentiels de la démocratie naissante. Du Bois met en lumière leurs efforts pour établir un ordre politique et social nouveau, et comment l'échec de la Reconstruction fut lié à la séparation raciale et à l'opposition des élites blanches, conduisant à l'instauration des lois ségrégationnistes.

W. E. B. Du Bois, *Black Reconstruction in America : An Essay Toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860-1880*. New York : Harcourt, Brace and Company, 1935. Réédition : W. E. B. Du Bois, *Black Reconstruction in America, 1860-1880*. New York : Free Press, 1998. ISBN 978-0684856575.

Roxanne Dunbar-Ortiz, *An Indigenous Peoples' History of the United States*

Référence incontournable de l'historiographie décoloniale. L'auteure analyse la formation des États-Unis comme un projet colonial de colonisation fondé sur la guerre, l'expulsion et la destruction des sociétés autochtones. Ouvrage rigoureux, très documenté, particulièrement utile pour établir un lien entre les guerres indiennes et les interventions impériales ultérieures.

Roxanne Dunbar-Ortiz, *An Indigenous Peoples' History of the United States* Boston : Beacon Press, 2014.

James D. Cockcroft, *L'Amérique latine et les États-Unis*

Le livre de Cockcroft se compose de trois parties : le Mexique et l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud. Nous sommes face à un ouvrage à double facette : d'un côté, un manuel pratique, facile à consulter et solidement documenté ; de l'autre, un essai cohérent, une vision globale, qui dévoile la conception contradictoire mais cohérente des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine.

James D. Cockcroft, *América Latina y Estados Unidos*, Siglo XXI Editores, 2001, ISBN 9789682323324 ISBN-10 9682323320

Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*

Dans *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971), Galeano soutient que le sous-développement latino-américain n'est pas un retard naturel, mais le résultat historique de siècles de pillage colonial et de dépendance économique, d'abord sous les puissances

européennes, puis sous l'hégémonie des États-Unis.

Eduardo Galeano, *Las venas abiertas de América Latina*. La Havane : Casa de las Américas, 1971. Première édition en espagnol. Édition la plus récente : Eduardo Galeano, *Las venas abiertas de América Latina*. Madrid : Siglo XXI de España Editores, 2021. ISBN 978-84-323-2024-8.

En français : *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Presses Pocket (Pocket Terre Humaine, n° 3022), 2001, ISBN-13 : 9782266120883

Greg Grandin, *Empire's Workshop*

Indispensable pour comprendre la continuité entre la conquête intérieure et les interventions extérieures. Grandin analyse l'Amérique latine comme un laboratoire des pratiques impériales américaines, reliant les XIX^e et XX^e siècles dans une même trajectoire de domination.

Greg Grandin, *Empire's Workshop : Latin America, the United States, and the Rise of the New Imperialism*. New York : Holt Paperbacks, 2007. ISBN : 978-0805083231.

Claudio Saunt, *Unworthy Republic : The Dispossession of Native Americans and the Road to Indian Territory*

Analyse précise des mécanismes politiques, juridiques et militaires de l'expulsion des Indiens. L'ouvrage met en évidence la responsabilité directe des institutions fédérales dans la spoliation des nations amérindiennes et démystifie le mythe d'une expansion « inévitable ».

Claudio Saunt, *Unworthy Republic : The Dispossession of Native Americans and the Road to Indian Territory*. New York, NY : W. W. Norton & Company, 2020. ISBN : 978-0393609844.

Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis*

Important ouvrage de synthèse critique. Zinn adopte systématiquement le point de vue des dominés – peuples amérindiens, esclaves, classes populaires – et déconstruit le récit national américain. Bien qu'il s'agisse d'un ouvrage de vulgarisation, il s'appuie sur un vaste corpus de sources primaires et secondaires. Indispensable pour comprendre la logique globale de la conquête et de la violence d'État.

Howard Zinn, *A People's History of the United States*. 1^{re} éd., Harper & Row, 1980.

Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis : De 1492 à nos jours*, Editions Agone, Marseille, 2002

Remerciement : L'auteur remercie Rafael Bernabe et Maxime Perriot pour la révision du texte. L'auteur est responsable des éventuelles erreurs que celui-ci pourrait contenir.



Notes :

[1] L'Indian Removal fait référence à la politique de déplacement forcé des peuples amérindiens mise en œuvre par le gouvernement des États-Unis au XIX^e siècle.

Elle a été officiellement mise en œuvre avec l'Indian Removal Act, promulguée en 1830 sous la présidence d'Andrew Jackson. Cette loi autorise le gouvernement fédéral à négocier — souvent

sous la contrainte — l'échange des terres occupées par les nations amérindiennes à l'est du Mississippi contre des territoires situés plus à l'ouest, dans ce qui allait devenir l'Oklahoma. Dans la pratique, cette politique s'est traduite par des expulsions massives et violentes, qui ont fait des milliers de morts, notamment lors du « Sentier des larmes », qui a particulièrement touché les Cherokees. Dans la phrase « Les guerres contre les populations amérindiennes du XIX^e siècle, l'Indian Removal... », l'expression fait donc référence à l'ensemble des conflits, des pressions politiques et des déplacements forcés par lesquels les États-Unis ont étendu leur territoire vers l'ouest au détriment des nations indigènes.

[2] https://fr.wikipedia.org/wiki/Corollaire_Roosevelt

Pour la citation originale de Roosevelt en anglais, lire : https://en.wikipedia.org/wiki/Roosevelt_Corollary

[3] Eduardo Galeano. Les veines ouvertes de l'Amérique latine, Les veines ouvertes de l'Amérique latine, Presses Pocket (Pocket Terre Humaine, n° 3022), 2001, ISBN-13 : 9782266120883

[4] Publié dans Common Sense, novembre 1935. Voir Leo Huberman, Man's Wordly Goods. The Story of the Wealth of Nations, New York, 1936. Cette traduction de la citation provient d'Eduardo Galeano, op. cit. Il convient de noter qu'une base militaire américaine située à Okinawa porte le nom du chef militaire Smedley D. Butler. Son témoignage rappelle inévitablement celui de John Perkins, Confessions of an Economic Hit Man and Other Unmaskings of Global Power. San Francisco : Berrett-Koehler Publishers, 2004. ISBN 978-1576753019. Version en espagnol : Confesiones de un gángster económico : la cara oculta del imperialismo americano. Barcelona : Books4Pocket, 2009. ISBN 978-84-92801-05-3. Édition française : Les confessions d'un assassin financier : révélations sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis. Outremont (Québec) : Al Terre, 2005. ISBN 978-2896260010.



Eric Toussaint Docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France.

Il est l'auteur des livres, [Banque mondiale - Une histoire critique](#), Syllepse, 2022, [Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible](#), Syllepse, 2020, [Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation](#),

Les liens qui libèrent, 2017 ; [Bancocratie](#), ADEN, Bruxelles, 2014 ; [Procès d'un homme exemplaire](#), Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; [Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui](#), Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres [AAA, Audit, Annulation, Autre politique](#), Le Seuil, Paris, 2012 ; [La dette ou la vie](#), Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le [Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège](#).

Il a coordonné les travaux de la [Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015](#) par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.